

# La Réplique

**C'EST L'HEURE  
DE VOTER!**

**FOCUS : JEUNES  
TRAVAILLEURS**

**Les travailleurs  
à Halifax Water  
solidaires des  
jeunes**

**Colombie:  
l'épicentre de la  
privatisation**

**Campagne pour  
stopper les coupes  
dans les collèges  
et les universités  
de la Colombie-  
Britannique**

**AFFICHE-SOUVENIR  
VOTER, ÇA COMPTE**



« Le salaire décent, c'est l'enjeu qui englobe tout. Les jeunes travailleurs vivent trop de pression pour vivre dignement et réussir. »

Sarah Smith, membre du SCFP et ambulancière

## Des solutions « band-aid » pour dénoncer les compressions

Des établissements post-secondaires de la Colombie-Britannique recevront, cet automne, une « trousse de premiers soins », produites par le SCFP pour dénoncer l'impact des compressions financières dévastatrices dans leur secteur.

Les trousses *Combattons les compressions (Stop the Cuts)* destinées aux sections locales 15, 1858, 2081, 3338, 3479 et 4951, contiennent

des pansements, des étiquettes autocollantes, de grands bandages en carton ainsi qu'un pansement qui peut servir de signet. Les membres pourront aussi se procurer auprès de leur section locale un pansement surdimensionné, trop important pour être contenu dans la trousse.

Les éléments de la trousse permettront, par exemple, de mettre en lumière l'impact des programmes annulés, de la peinture qui s'écaille et

des tuyaux qui fuient. Elles seront préparées pour le collège Langara, l'Université d'art et de design Emily-Carr, l'Université de l'Île de Vancouver, le collège Camosun, l'Université Simon Fraser, le collège North Island et le collège New Caledonia

C'est toute la collectivité qui souffre lorsque les collèges et les universités sont attaqués. Ces compressions entraînent la hausse des frais de scolarité et l'endettement des étudiants, ce qui limite grandement l'accessibilité aux études. Le financement public est crucial pour que l'éducation post-secondaire demeure à

la portée de tous. Il est crucial pour préserver la liberté de pensée et la recherche universitaire. Pourtant, certains établissements touchés par ces compressions ont enregistré une chute de 38 pour cent du financement public au cours des dix dernières années.

Grâce à la campagne *Combattons les compressions*, les membres du SCFP sensibiliseront le public à l'impact des réductions budgétaires dans le secteur de l'enseignement post-secondaire en Colombie-Britannique. Avec l'appui du public, ils seront en mesure d'exercer des pressions pour exiger



du gouvernement qu'il augmente le financement. La campagne s'étendra sur deux ans.

Les sections locales recevront des « band-aid » à apposer ainsi que des fiches de renseignements sur les compressions en question. Les photos seront également affichées sur **STOPCUTS.CA**.

■ Janet Szliske

## Lutter contre les changements climatiques au travail et ailleurs

Les changements climatiques auront un impact sur nous tous. Notre planète court un grave danger à cause de la hausse constante des températures moyennes. Certains pays parmi les plus pauvres au monde sont victimes des conséquences engendrées par ces bouleversements météorologiques. La lutte contre les changements climatiques concerne tous les travailleurs. Nous devons tous nous y engager. Le SCFP National et le Comité

national de l'environnement ont mis au point un nouvel outil appelé *Parlons-en : conversation du SCFP sur les changements climatiques*. Ce guide aidera les membres à mieux comprendre les changements climatiques et poser des gestes politiques.

Le Canada doit faire un virage à 180 degrés en matière d'environnement. Le bilan des conservateurs sur les changements climatiques est lamentable. Le Canada est le seul pays à

s'être retiré de l'Accord de Kyoto. Notre processus d'évaluation environnementale a été vidé de sa substance. Sous le gouvernement conservateur, il n'y a eu aucun investissement significatif dans les énergies renouvelables. L'élection d'un gouvernement néo-démocrate contribuera à établir le Canada comme chef de file dans la lutte contre les changements climatiques, à en faire un leader de la protection de l'environnement. Nous devons être alertes et militer pour défendre ce que nous voulons. Récemment, le

SCFP a signé le manifeste *Un grand bond vers l'avant*. Ce manifeste lance un appel pour un Canada fondé sur la protection de la planète et sur la sollicitude. Sa prémisses est sans équivoque : le pays traverse actuellement la crise la plus grave de son histoire récente. Il y a toutefois une lueur d'espoir, celle de rendre le système politique et économique plus équitable.

La lutte contre les changements climatiques n'exigera rien de moins que la transformation de notre économie. Il faut briser notre dépendance aux

combustibles fossiles. Il faut favoriser l'énergie renouvelable. Il faut augmenter le transport en commun. Il faut améliorer l'accès à l'eau publique. Il faut rendre tous les services publics plus accessibles. Une « économie verte » sera une économie plus équitable. Trouvez le manifeste à **LEAPMANIFESTO.ORG**.

En agissant au travail et lors du scrutin, les membres du SCFP peuvent contribuer à la lutte contre les changements climatiques.

■ Matthew Stella

LA PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU SCFP AUTOMNE 2015

# La Réplique

SSN imprimé 1920-2857  
ISSN en ligne 1920-2865

La Réplique est publiée par le Syndicat canadien de la fonction publique. Adressez toutes lettres à la rédaction à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7 Téléphone : 613-237-1590 Télécopieur : 613-237-5508

Convention Poste-publications  
Numéro 40005741

Retourner les envois canadiens non distribuables à : SCFP-Communications 1375, boul. Saint-Laurent Ottawa, ON, K1G 0Z7

Visitez le site web du SCFP à [scfp.ca](http://scfp.ca) ou communiquez avec nous à [lareplique@scfp.ca](mailto:lareplique@scfp.ca)

**Rédacteur en chef** Catherine Louli  
**Directeur des communications par intérim** Philippe Gagnon

**Graphiste** Jocelyn Renaud

**Adjointes à la rédaction** Hélène Bélanger • Geneviève Robichaud • Méliza Fournier

**Collaborateurs** Janet Szliske • Matthew Stella • Dave Loan • Greg Taylor • Riccardo Filippone • Toby Sanger • Aline Patcheva • Cybelle Morin • James Chai • Tria Donaldson • Danielle Savoie

**SYNDICAT CANADIEN DE LA FONCTION PUBLIQUE CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL**

**Président national** Paul Moist

**Secrétaire-trésorier national** Charles Fleury

**Vice-présidences générales** Daniel Légère • Lucie Levasseur • Fred Hahn • Kelly Moist • Marle Roberts

**Vice-présidences régionales**

Wayne Lucas / Terre-Neuve-et-Labrador • Danny Cavanagh / Nouvelle-Écosse • Odette Robichaud / Nouveau-Brunswick • Lori MacKay / Île-du-Prince-Édouard • Denis Bolduc, Benoit Bouchard / Québec • Michael Hurley, Candace Rennick / Ontario • Henri Giroux / Nord de l'Ontario • Mike Davidson / Manitoba • Judy Henley / Saskatchewan • Don Monroe / Alberta • Mark Hancock, Victor Elkins / Colombie-Britannique

**Vice-présidences de la diversité** Brian Barron • Yolanda McClean

Imprimé par une entreprise syndiquée sur du papier recyclé à 50 % contenant 30 % de matières recyclées après consommation, et libre de chlore élémentaire, certifié par le Forest Stewardship Council.



**SCFP** Syndicat canadien de la fonction publique



## La vie occupée d'une jeune travailleuse

*Partagée entre son emploi, ses études et son stage, Sarah Smith trouve malgré tout le temps de s'investir pour donner plus de poids aux jeunes travailleurs, à la fois dans le syndicat et dans la communauté.*

« Pour être honnête, je ne m'étais jamais impliquée auprès des jeunes travailleurs jusqu'à ce que le président de ma section locale vienne m'en parler », a affirmé Sarah Smith, employée paramédicale en soins de première ligne. Elle habite temporairement Halifax où

elle fait un stage non rémunéré pour un programme paramédical de soins avancés. Malgré la distance, elle reste active au sein de la section



locale 3324 du SCFP à Charlottetown.

Forte de son expérience de bénévole auprès d'organismes LGBTTI, Sarah s'est impliquée dans le Comité national du triangle rose en 2011, lors de son adhésion au SCFP. À la fin 2012, elle a été recrutée par le Comité national des jeunes travailleurs. « Au départ, je ne savais pas si je devais accepter ou non. Je ne savais pas ce que j'avais à offrir, » s'est rappelé Sarah. Elle a depuis découvert les défis spécifiques auxquels sont confrontés les jeunes travailleurs, surtout dans le climat économique actuel. Elle a compris que leurs luttes et celles du mouvement

ouvrier sont intimement liées. « Les menaces et les attaques contre les régimes de retraite de tous les travailleurs sont nombreuses. Elles influencent directement la capacité des jeunes à contribuer aux régimes de retraite. Et ça, c'est en présumant qu'ils sont en mesure de contribuer », a indiqué Sarah. La nouvelle génération fait face à une augmentation exponentielle des droits de scolarité, des frais de logement et du coût de la vie, alors que les perspectives d'emplois stables diminuent. Plus encore, le fardeau de l'épargne pour la retraite est devenu une responsabilité personnelle pour plusieurs jeunes alors qu'il devrait être un coût partagé par l'employeur et l'employé. « En fin de compte, tout revient à la question du

salaires de subsistance. Il y a trop de pression sur les jeunes travailleurs, et ça compromet leur capacité de vivre dans la dignité et leurs chances de succès », a-t-elle souligné. Cette nouvelle génération de travailleurs offre un regard unique sur les défis du monde du travail d'aujourd'hui. Risquant de passer toute leur vie professionnelle dans un climat d'austérité économique, ces jeunes travailleurs ont le devoir de s'impliquer dans le mouvement ouvrier. En tant que membre du Comité national des jeunes travailleurs, Sarah a contribué à élaborer des programmes de mentorat et à promouvoir un programme d'éducation syndicale accessible avec l'espoir de former la prochaine génération de dirigeants syndicaux. ■ **Matthew Stella**



## Ce qu'un gouvernement néo-démocrate peut faire et défaire

Les gains pour les travailleurs seraient nombreux si le NPD remporte les élections du 19 octobre. Nous aurions enfin droit à des garderies abordables, à la sécurité financière à la retraite, à un réinvestissement dans notre système de santé et à une économie plus forte. Ce qu'il pourrait annuler serait aussi très intéressant.

Lorsqu'ils ont pris le pouvoir en 2006, les conservateurs avaient le projet ambitieux de remodeler notre pays à leur image. Ils n'ont pas perdu une minute de leur temps pour déployer ce plan destructeur.

Voici six mesures conservatrices qu'un gouvernement du NPD pourrait renverser :

### LE QUESTIONNAIRE DÉTAILLÉ DU RECENSEMENT

En 2010, les conservateurs éliminaient le questionnaire long de recensement obligatoire. Les gouvernements et les entreprises n'ont plus accès à des données exactes et complètes sur lesquelles baser leurs décisions. Les informations recueillies par le questionnaire long sont cruciales pour élaborer des politiques reposant sur des faits et centrées sur les personnes. Elles sont essentielles pour construire un Canada en santé, sécuritaire, équitable et prospère.

### ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE

En imposant de nombreux changements législatifs et réglementaires à large influence, Stephen Harper a enlevé toute substance au processus canadien d'évaluation environnementale. Dans le Canada de Harper, même les préoccupations environnementales les plus importantes ne peuvent ni freiner, ni retarder les plans de développement du secteur privé.

### SÉCURITÉ DE LA VIEILLESSE

Les conservateurs ont repoussé l'âge d'admissibilité au programme de la Sécurité de la vieillesse de 65 à 67 ans, forçant ainsi les personnes âgées à travailler deux ans de plus pour joindre les deux bouts.

### LA LOI ANTITERRORISTE C-51

Ouvrant la porte à l'espionnage, cette loi sape les libertés civiles et les libertés démocratiques de tous les citoyens du Canada.

### CONDITION FÉMININE

Les conservateurs ont modifié le mandat de Condition féminine Canada (CFC), l'empêchant désormais de financer la recherche et la défense des droits des femmes. Les termes « équité », « accès à la justice » et « défense des droits » ont été retirés du mandat officiel de CFC. Cela empêche donc les groupes financés de réaliser des travaux cruciaux de recherche et de sensibilisation. Qui plus est, certains organismes

ne sont carrément plus admissibles au financement de CFC.

### LA LOI C-377

Cette loi amendant la Loi de l'impôt sur le revenu est une attaque partisane contre les organisations syndicales. Elle oblige les syndicats à dévoiler plus d'informations sur leurs états financiers que les députés, les sénateurs, les partis politiques ou les entreprises ont à le faire. C'est une violation de la confidentialité et sa mise en œuvre coûtera 20 millions de dollars. Or, les états financiers des syndicats ont toujours été accessibles aux membres.

■ **Riccardo Filippone**

## PRÉSIDENT NATIONAL PAUL MOIST

### Nous n'avons jamais été aussi près du but

Dans quelques semaines seulement, ce que le mouvement syndical avait envisagé lorsque le SCFP a contribué à former le Nouveau Parti démocratique du Canada se réalisera. Nous n'avons jamais été aussi près d'élire un gouvernement fédéral qui saura accorder la priorité aux intérêts des travailleurs.

Thomas Mulcair et son équipe sont à l'aube d'une victoire historique. Les Canadiens veulent des changements. Ils veulent un gouvernement qui travaillera à bâtir une vie meilleure pour les familles et de meilleures communautés.

Je suis extrêmement fier du travail que les membres et militants du SCFP ont accompli dans cette longue campagne. Je suis reconnaissant envers les milliers de personnes qui ont tenu leur promesse d'aider les néo-démocrates en faisant de la sollicitation, des appels téléphoniques, en posant des pancartes et en parlant avec leurs proches des enjeux qui nous tiennent à cœur, en tant que travailleurs.

### Mais il reste encore beaucoup à faire.

Notre économie est entrée dans une autre récession sous les conservateurs. Stephen Harper n'a plus aucune crédibilité à titre de bon gardien de l'économie nationale. Plus que jamais, les travailleurs du Canada ont besoin d'un gouvernement déterminé à construire une économie durable, créatrice d'emplois bien rémunérés.

Thomas Mulcair et son équipe savent qu'une économie forte a besoin de services publics solides. Ils savent que les services de garderies accessibles et abordables et qu'un système de soins de santé public solide ne sont pas seulement bons pour les travailleurs, mais aussi pour l'économie.

Un gouvernement néo-démocrate veillera aussi à ce que tous les travailleurs canadiens puissent prendre leur retraite dans la dignité et à l'abri de la pauvreté. Grâce à nos efforts, nous pourrions élire un gouvernement fédéral qui aura le courage et le leadership nécessaires pour bonifier le Régime de pensions du Canada.

C'est le moment de faire notre part. Nous devons redoubler d'efforts pour faire passer le message dans nos communautés sur ces questions qui sont importantes pour nous tous.

Franchissez cette dernière étape : allez voter. Assurez-vous que les membres de votre famille, vos amis, vos collègues et vos voisins iront eux aussi.

Ensemble avec le NPD, nous sommes sur le point de changer le Canada.

PAUL MOIST EN LIGNE [twitter.com/CUPENatPres](https://twitter.com/CUPENatPres)



# FOCUS:

## JEUNES TRAVAILLEURS



### Terre-Neuve-et-Labrador remplace les prêts étudiants par des subventions

Terre-Neuve-et-Labrador est devenue, cet été, la première province à éliminer les prêts étudiants au profit d'un programme de subventions non remboursables.

Les subventions, offertes uniquement aux résidents de Terre-Neuve-et-Labrador qui étudient dans leur province, permettront de réduire la dette étudiante jusqu'à 44,5 pour cent, estime le gouvernement.

Plus de 7000 étudiants bénéficieront de ce programme qui offre 140 dollars par semaine aux étudiants à temps plein.

Les étudiants à temps partiel recevront jusqu'à 500 dollars par semestre d'études à temps partiel et un maximum de 1 000 dollars par année.

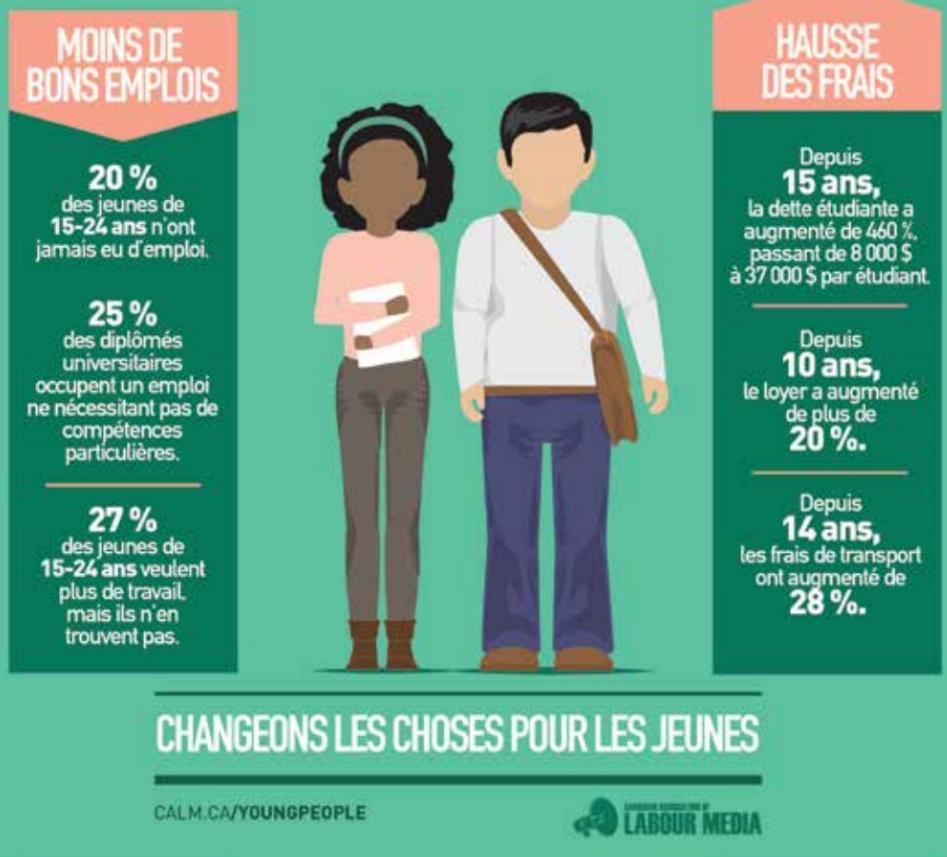
Dans le cadre de ce nouveau programme, un étudiant de premier cycle à l'université Memorial de Saint-Jean aurait une dette de moins de 14 787 dollars cette année, par rapport à 26 000 dollars pour l'année scolaire 2003-2004.

#### Les représentants étudiants sont ravis de cette nouvelle.

« Les étudiants termineront leurs études avec une dette moins élevée. Ils seront en mesure d'achever leur programme d'études, de fonder une famille, d'acheter une maison, et de contribuer de façon importante à l'économie », s'est réjoui le président provincial de la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants, Travis Perry.

■ Dave Loan

### Est-ce l'avenir que nous souhaitons pour nos enfants?



## Le mentorat pour assurer la prochaine génération de dirigeants syndicaux

La mobilisation des jeunes travailleurs est essentielle à une section locale forte. Le hic, c'est que les sections locales ne savent pas toujours par où commencer pour rejoindre la nouvelle génération.

Le Comité national des jeunes travailleurs du SCFP s'est attaqué au problème en proposant un programme de mentorat en quatre volets. Les sections locales seront guidées dans leurs efforts, une étape à la fois. Le Comité mise sur le mentorat non seulement pour accroître la participation des jeunes travailleurs dans le syndicat mais aussi pour les assister dans leurs nouvelles fonctions. Le programme de mentorat se veut facile à utiliser et sera à la portée de toutes les sections locales.

« Il y a des obstacles à la participation syndicale de

notre génération », a déclaré la coprésidente du Comité national des jeunes travailleurs du SCFP, Lisa Worobec. À son avis, encourager le développement du leadership dans les sections locales, c'est une valeur ajoutée pour le SCFP et pour le mouvement syndical en général.

« Le mentorat est une façon réfléchie et respectueuse de créer un partage d'information, de se soutenir réciproquement, de développer le leadership et la confiance en soi, » a-t-elle ajouté.

Ce nouveau programme de mentorat comprend quatre brochures. Tous les conseils et outils ont été conçus pour être partagés par les sections locales du SCFP, en Saskatchewan et partout au Canada.

« Lancer ce type de

projet peut représenter un défi de taille pour les dirigeants des sections locales, mais le mentorat est un aspect fondamental de la stratégie de mobilisation des jeunes travailleurs. En plus, le mentorat permet de s'assurer que les précieuses connaissances ne se perdent pas lorsque les membres prennent leur retraite ou quittent la section locale, » avance le suppléant au représentant des jeunes travailleurs pour la direction du SCFP-Saskatchewan Kent Peterson.

La première phase du projet consistait à développer le programme de mentorat. Maintenant les ressources créées, il ne reste plus qu'à implanter les mesures dans les sections locales qui souhaitent préparer la relève.

CUPE.SK.CA

■ Tria Donaldson

## Têtes-à-têtes!



« Le mentorat doit faire partie de la stratégie d'une section locale qui souhaite faire participer ses jeunes membres et préparer sa relève, pour ne pas perdre de précieuses connaissances lorsque ses membres partent à la retraite ».

*Kent Peterson, représentant substitut des jeunes travailleurs à l'exécutif du SCFP-Saskatchewan.*

## Les membres des sections locales d'Halifax solidaires envers les jeunes travailleurs

Le 15 juillet, un lock-out de 58 jours prenait fin à Halifax Water. L'employeur demandait initialement des concessions majeures au régime de retraite. Or, pour les 335 membres des sections locales 227 et 1431 du SCFP, respectivement cols bleus et cols blancs, l'enjeu allait bien au-delà des régimes de retraite.

L'employeur demandait une réduction d'un tiers des prestations de retraites futures. En vertu de ce régime, les travailleurs auraient conservé leurs prestations accumulées, mais le taux de prestations aurait été moins élevé à

l'avenir. C'est l'incarnation même d'un régime de retraite à deux paliers : les employés de longue date subissent une légère réduction de la valeur de leurs prestations de retraite et les nouveaux et futurs employés touchent un taux réduit pendant le



reste de leur carrière. Dans un tel système, les jeunes travailleurs sont affectés de façon disproportionnée.

Du point de vue de l'employeur, la stratégie ne se résumait pas seulement à la réduction des coûts. Elle consistait à semer la zizanie entre les travailleurs, à briser leur solidarité et à affaiblir l'unité pour les négociations à venir. L'employeur faisait le pari qu'en le gros de la réduction des prestations de retraite sur les nouveaux et futurs employés, les membres plus âgés – qui constituent la majorité des employés – accepteraient l'offre sans défendre les

régimes de retraite des jeunes.

Prendre position contre les employeurs dans ce type de négociations exige plus qu'une évaluation des préoccupations immédiates. Il faut une vision à long terme des effets de l'entente. Le conseiller à la recherche en matière de régimes de retraite au SCFP, Kevin Skerrett a participé aux négociations. « L'équipe a compris l'importance de l'enjeu. La proposition était désavantageuse pour les membres des deux sections, particulièrement les plus jeunes. Céder aux exigences de l'employeur aurait créé un précédent terrible. Cela

aurait affaibli l'unité de négociation et empêché le syndicat d'aller de l'avant », a-t-il expliqué.

Finalement, les membres sont restés unis jusqu'à la fin et ont défendu avec succès leurs régimes de retraite. Au cours de la dernière décennie, les régimes de retraite du secteur public ont été attaqués de partout. En affirmant que les régimes existants ne sont pas viables, les employeurs souhaitent d'abord et avant tout affaiblir ceux des jeunes travailleurs. Ce que les sections locales de Halifax ont démontré, c'est que lorsqu'il s'agit de protéger les régimes de retraite de ses membres, le SCFP est prêt à se battre et ne vise qu'une chose : la victoire.

■ Matthew Stella

## Colombie : la référence en terme de privatisation

Lisa Worobec a beaucoup appris de son voyage en Colombie. Membre de la section locale 2669 du SCFP et coprésidente du Comité national des jeunes travailleurs du SCFP, elle a été à même de constater les effets dévastateurs des politiques néolibérales à l'étranger.

« Ça a été très révélateur pour moi », a déclaré cette employée de la Bibliothèque publique de Saskatoon. Elle était de passage en Colombie en juillet au sein de la délégation *Frontlines* incluant des représentants du SCFP, de l'Alliance de la fonction publique du Canada, du Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes et du Syndicat national des employés généraux du secteur public.

La délégation voulait voir les effets de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie sur le terrain. Les représentants ont aussi discuté des impacts de la privatisation des services publics et assisté à un

important exposé sur l'Accord sur le commerce des services (ACS).

« Je connaissais les grandes lignes des accords de libre-échange, je savais que c'était un moyen d'exploiter les populations locales. J'étais aussi au courant que les multinationales, surtout les sociétés minières canadiennes, avaient mauvaise réputation en Amérique du Sud. Par contre, j'ai été surprise par tout ce que j'ai appris sur l'ACS », a résumé Lisa Worobec.

L'ACS est une entente qui est présentement élaborée en secret par plus de 80 pays. Son intention est de privatiser et de déréglementer encore davantage les services publics. Les négociations sont si secrètes qu'on n'a pu en découvrir l'existence que grâce à une fuite de documents. En tant qu'employée de bibliothèque, Lisa Worobec craint que l'ACS n'accroisse la tendance actuelle à la

privatisation de l'information.

Elle note que les Colombiens et les Canadiens utilisent des tactiques similaires pour affronter les défis communs auxquels ils font face, les plans de privatisation et les compressions dans les services publics par exemple. Cependant, elle s'empresse de signaler que la Colombie est différente du Canada.

Comme de nombreux pays d'Amérique latine, « la Colombie est devenue la référence pour la privatisation ou la signature d'accords de libre-échange peu ou pas réglementés. Ces accords entraînent un taux élevé d'exploitation chez les travailleurs », a dénoncé Lisa Worobec. Ce système s'accompagne de répression et de menaces de mort envers les militants des droits de la personne et des dirigeants syndicaux. De nombreux Colombiens qualifient ce système le « néocolonialisme ».

Les communautés colom-



Raul Burbano verse de l'eau de l'aqueduc communautaire *La Sirena* à Lisa Worobec.

biennes n'ont presque aucun service public et font face à des obstacles énormes. Malgré tout, Lisa Worobec a été témoin d'exemples inspirants d'organisation citoyenne, comme la construction d'installations de traitement d'eau ou la résistance communautaire aux lois empêchant la conservation des semences. Worobec a pu constater le travail de l'Internationale des services publics qui mobilise la population à résister aux plans néolibéraux.

Même si la portée et la sévérité de la privatisation est bien différente entre la Colombie et le Canada, les efforts de résistance doivent traverser les frontières. C'était d'ailleurs ce que voulait montrer la délégation. « Nous y sommes allés par solidarité, non par charité, mais à titre de partenaires. Nous y sommes allés pour apprendre, partager et construire des relations », a conclu Lisa Worobec.

■ Matthew Stella

# Le bilan financier et économique des gouvernements néo-démocrates est le meilleur de tous les partis

Le gouvernement Harper souligne fréquemment ses réalisations économiques, en déclarant une saine gestion de l'économie, mais la réalité est tout autre : notre économie est chancelante. Les mesures d'austérité, les compressions dans les dépenses publiques, les réductions d'impôt, la diminution des salaires des travailleurs, une concentration étroite sur le secteur des ressources, et les politiques régressives qu'il a mises en œuvre depuis qu'il a obtenu la majorité ne fonctionnent tout simplement pas.

Et la situation s'aggrave. Les révisions à la baisse du produit intérieur brut (PIB) du Canada par le Fonds monétaire international (FMI) cette année sont pires que celles de

tous les autres pays avancés. Les chiffres publiés en septembre montrent que nous sommes encore une fois en récession, avec un taux de croissance bien inférieur à ce qui était prévu au récent budget.

En dépit de la faiblesse du dollar, qui devrait stimuler les exportations et réduire les importations, le déficit du commerce international du Canada s'est aggravé à des niveaux record. Même si les taux d'intérêt sont proches de leurs plus bas niveaux historiques, l'investissement des capitaux privés devrait baisser de 7 pour cent en 2015.

La croissance de l'emploi au Canada a considérablement ralenti et se trouve également à son pire niveau depuis 2009. Environ 1,3 million de Canadiens demeurent sans emploi,

un autre 1,3 million sont sous-employés, et les chômeurs chroniques sont en augmentation croissante.

Cependant, ces mauvais résultats comptent des exceptions. Les profits des entreprises ont augmenté de 83 pour cent depuis 2009, et la rémunération des PDG a augmenté de 40 pour cent, soit quatre fois l'augmentation moyenne des salaires. Alors que les ventes de voitures de luxe ont atteint de nouveaux records, il y a eu peu de retombées pour le Canadien moyen.

Malheureusement, les gouvernements conservateurs et libéraux appliquent ces vaines politiques de retombées économiques depuis des décennies, qui non seulement ont augmenté l'inégalité, mais entraîné le déclin de la croissance économique. Ces gouver-

nements ont trop souvent utilisé les fonds publics pour enrichir les amis riches au lieu d'être des gardiens responsables des finances publiques.

Ce dont le Canada a besoin maintenant, c'est un gouvernement fédéral dirigé par Thomas Mulcair, qui accordera la priorité aux travailleurs, en créant plus d'emplois de meilleure qualité avec des salaires et des avantages sociaux décents; en développant une économie plus diversifiée, innovatrice et durable en collaboration avec tous les secteurs de l'économie; en renforçant nos services publics et nos protections sociales, et en établissant un système fiscal plus équitable.

Ce n'est pas seulement une théorie ou des vœux pieux. Les gouvernements néo-démocrates de tout le Canada l'ont déjà réalisé. Au cours des 35 dernières années, les gouvernements néo-démocrates n'ont pas seulement eu un meilleur bilan financier, mais ils ont également eu un meilleur bilan économique, avec une croissance salariale plus forte et un taux de chômage inférieur à celui des gouvernements libéraux et conservateurs, aux niveaux provincial et fédéral.

Le NPD fournit de meilleurs résultats économiques, et c'est ce qui devrait compter pour les Canadiennes et Canadiens.

■ Toby Sanger



## en bref

### Section locale 101 : plus forts ensemble

Après une longue et pénible grève, les cols blancs de la Ville de London sont retournés au travail pour faire ce qu'ils font le mieux : servir la population de London. Les 750 membres de la section locale 101 du SCFP en sont ressortis plus forts et plus unis. Ils ont combattu un employeur déterminé à miner leur courage, allant même jusqu'à engager des briseurs de grève au cours des 62 journées qu'a duré le conflit.

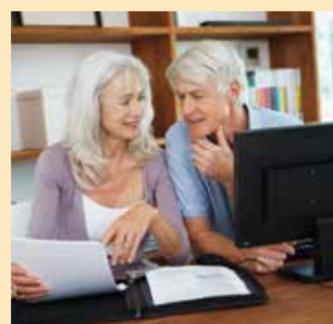
« Une grève n'est jamais facile et celle-ci n'était pas différente, mais nos membres ont fait preuve de force et de solidarité. Nous en sommes sortis plus forts, grâce à l'appui de nos membres, des citoyens de London et du SCFP partout au pays. Notre nouveau contrat est le résultat d'un effort collectif : nos membres ont énergiquement défendu leur droit à une convention collective équitable », a résumé la présidente de la section locale 101 du SCFP, Shelley Navaroli.

### Référendum sur le transport en commun à Vancouver



En juillet, les électeurs ont rejeté massivement la proposition d'augmenter de 0,5 pour cent la taxe de vente provinciale dans la région métropolitaine de Vancouver. Cette augmentation régionale visait à financer le plan de transport en commun du maire. La défaite laisse le Grand Vancouver sans plan à long terme, à un moment où on estime que la population de la région augmentera d'un million de personnes au cours des 30 prochaines années.

### Régime de retraite de la province de l'Ontario



En août, la première ministre de l'Ontario, Kathleen Wynne, a annoncé la création du Régime de retraite de la province de l'Ontario. Ce régime vient s'ajouter au Régime de pensions du Canada. Il est destiné aux travailleurs qui n'ont droit à aucun régime de pension au travail. Le projet a été critiqué par le NPD ontarien parce qu'il prévoit des exemptions pour les employeurs qui offrent un régime à cotisations déterminées. Le NPD souligne aussi que les travailleurs contribuant déjà à d'onéreux régimes de retraite seront laissés de côté par ce plan public, plus abordable.

### Chèques à la poste

En juillet, le gouvernement fédéral conservateur a tenté de soudoyer les familles canadiennes ayant des enfants de moins de 18 ans. Il leur a envoyé des chèques de la Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), qui fournissent tout juste assez d'argent pour payer environ trois jours de garderie par mois. Cette mesure remplace la précédente prestation fiscale canadienne pour enfants. Plus encore, le revenu additionnel engendré par la PUGE est taxable, ce qui signifie qu'une fois la déclaration de revenus complétée, il ne restera pratiquement plus rien aux familles. La PUGE a été vertement critiquée par de nombreux militants pour les services de garde, car elle ne contribue en rien à créer de nouvelles places accessibles et abordables en garderies.

# Parlez-en aux périsoignants!

Le Conseil provincial des affaires sociales (CPAS) du SFCP-Québec lance une nouvelle phase de sa campagne publicitaire valorisant le travail des périsoignants. Cet automne, une deuxième série de capsules vidéo invite la population à parler aux périsoignants de « la vraie vie » dans leur travail quotidien au sein du système public de santé et de services sociaux du Québec.

Le CPAS représente 20 000 membres au Québec, répartis dans plus de 50 titres d'emploi. Au-delà des activités syndicales courantes, les membres du conseil se sont donné comme mission de mettre de l'avant les emplois méconnus du réseau de la santé et des services sociaux. Le terme « périsoignant » a donc été créé en 2012. À l'exception du personnel médical, les périsoignants sont les différents employés des établissements de santé qui assument une multitude de tâches essentielles dans le prolongement des soins et des services.

« Nous voulons montrer à la population qu'il y a d'autres membres du personnel que les médecins et les infirmières. Dans un hôpital, il y a aussi tous les autres titres d'emploi, comme les préposés aux bénéficiaires, le personnel de bureau, les travailleurs à l'entretien,



La nouvelle campagne publicitaire du Conseil provincial des affaires sociales (CPAS) du SFCP-Québec est intitulée *Parlez-en aux périsoignants*. Pour plus de détails, visitez le [www.perisoignant.com](http://www.perisoignant.com).



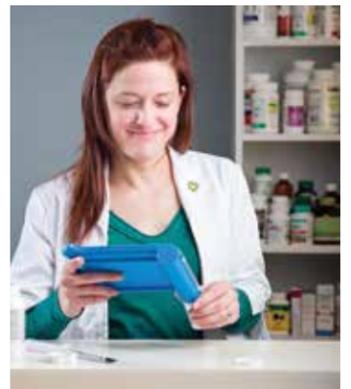
les cuisiniers, etc. Il faut reconnaître ces métiers qui sont souvent oubliés et sans lesquels ça ne marche pas! », explique le président du CPAS, Pierre Soucy.

Du même coup, le CPAS élève aussi sa voix contre les réformes gouvernementales, la privatisation et la sous-traitance dans les services publics, qui touchent durement les emplois des

périsoignants.

« Les périsoignants accomplissent des tâches indispensables partout dans le réseau public pour les Québécois, pas pour des intérêts privés », souligne dans les vidéos le Dr Paul Lévesque, urgentiste.

Les publicités font la promotion d'un système public fiable et accessible pour tous et invitent la



population à reconnaître la contribution de ses travailleurs dévoués et à les appuyer. Elles dénoncent les réductions des ressources qui se produisent en dépit de l'augmentation des besoins ainsi que les transferts de services au secteur privé qui coûtent beaucoup plus cher aux contribuables.

■ **Aline Patcheva**

## SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL CHARLES FLEURY

### Les jeunes travailleurs peuvent contribuer à remettre le Canada sur la bonne voie

**D**epuis qu'ils ont obtenu leur majorité en 2011, les conservateurs nous ont fait honte sur la scène mondiale en faisant du Canada le seul pays à se retirer de l'Accord de Kyoto. Ils ont collaboré avec les libéraux pour attaquer nos droits individuels et nos libertés en adoptant le projet de loi C-51. Ils ont complètement ignoré des questions urgentes comme l'endettement des étudiants et le chômage chez les jeunes, créant ainsi une génération victime de l'inégalité des chances.

Mais que serait-il arrivé si les deux tiers des jeunes électeurs qui sont restés à la maison en 2011 avaient voté?

Peut-être que Stephen Harper n'aurait pas pu obtenir les 6201 voix dont il avait besoin dans 14 circonscriptions pour obtenir sa majorité.

Cette fois, si plus de 5,5 millions de jeunes Canadiens en âge de voter déposent leur bulletin le 19 octobre, nous

pourrons remplacer Stephen Harper. Plus important encore, nous pouvons enfin élire un gouvernement qui défend les intérêts de tous les travailleurs si nous votons pour Thomas Mulcair et le NPD.

En votant pour le NPD, nous appuyons une équipe qui est prête à mettre en œuvre les changements qui comptent pour les travailleurs et leur famille, comme des garderies de qualité à 15 dollars par jour, des soins de santé publics solides, de bons emplois, un développement durable et de meilleures protections des régimes de retraite afin que toutes les générations soient sur un pied d'égalité pour ce qui est de la sécurité financière à la retraite.

Non seulement le caucus néo-démocrate actuel à la plus grande diversité dans l'histoire du Canada en ce qui concerne le nombre de femmes et de jeunes députés, mais il partage aussi la passion des jeunes Canadiens pour la justice, la démocratie et l'égalité. Vous n'êtes pas obligés de me croire sur parole. Examinez leurs propositions concrètes sur la représentation proportionnelle, la souveraineté autochtone et les droits des travailleurs.

Si vous voulez vous assurer que Stephen Harper n'obtienne pas un autre mandat de quatre ans pour infliger encore plus de dommages aux générations futures, tous les électeurs doivent voter. Si vous voulez élire un gouvernement qui va bâtir un Canada plus fort et plus juste, votez pour Thomas Mulcair et le NPD.

**CHARLES FLEURY EN LIGNE**  [twitter.com/CUPENatSec](https://twitter.com/CUPENatSec)



# ALLEZ VOTER

POUR OBTENIR  
DE VÉRITABLES  
CHANGEMENTS  
SUR LES ENJEUX  
QUI VOUS  
TIENNENT  
À COEUR



**VOTER**  
**ÇA COMPTÉ**

**SCFP.ca**